

Litt, Edgar et Parenti, Michael, *Democracy's Ordeal in America : A Guide to Political Theory and Action*, The Dryden Press, Hinsdale, Illinois, 1973, 262 p.

Paul Gagné

Volume 7, numéro 2, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700679ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700679ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagné, P. (1976). Compte rendu de [Litt, Edgar et Parenti, Michael, *Democracy's Ordeal in America : A Guide to Political Theory and Action*, The Dryden Press, Hinsdale, Illinois, 1973, 262 p.] *Études internationales*, 7(2), 297–299.
<https://doi.org/10.7202/700679ar>

un chapitre à la tentative de créer l'empire de Bao Dai en Indochine, et un autre à la création de Mandchoukouo par le Japon.

La création de la Corée illustre le mieux les problèmes qu'avait le gouvernement américain de définir une politique en Asie qui répondît aux besoins de politique étrangère et de leurs intérêts nationaux. La politique d'endiguement de l'URSS en Europe avait été annoncée par George Kennan en juillet 1947 et elle avait eu pour conséquence le but de réduire et éventuellement d'éliminer la présence soviétique en Asie. C'est toutefois aux Nations unies plutôt qu'en Corée même que se joua le sort de ce pays, notamment par la Commission temporaire sur la Corée. Le refus de l'Union soviétique en 1948 de permettre à cette Commission l'accès à la zone nord de la Corée créa un dilemme pour l'organisation mondiale, dilemme qui fut résolu par une proposition faite par la délégation américaine. Le résultat fut la division de la Corée.

Le problème de l'Indonésie fut plus épineux puisque les Américains eurent à faire face à la Hollande qui, si elle était un pays colonial, restait néanmoins un pays allié. La France joua aussi un rôle important en vertu du fait d'être une puissance coloniale. L'activité diplomatique dépassa ainsi le cadre de la Commission de Bons offices créée par le Conseil de Sécurité en août 1947 et se répercuta tant en Indonésie qu'en Hollande et dans les capitales américaine et française. Les États-Unis réussirent d'abord à obtenir un cessez-le-feu en Indonésie, où les hostilités en vue d'obtenir l'indépendance avaient débuté ; l'indépendance ne tarda pas.

Un problème similaire à celui de l'Indonésie était posé dans le cas du Maroc et de la Tunisie. Les États-Unis devaient tenir compte de la France tout en continuant à encourager l'indépendance des peuples colonisés. Des considérations d'unité au sein de l'OTAN rendaient la position américaine quelque peu difficile ; néanmoins le Maroc et la Tunisie accédèrent à l'indépendance, en partie avec l'aide des États-Unis, notamment

au moment des débats au sein des Nations unies.

M. Jessup poursuit son étude dans le même style de présentation dans les autres chapitres qui traitent de la Libye, de la Somalie et d'Israël, nous relatant l'activité américaine au moment de la naissance de ces États. L'auteur examine d'ailleurs en profondeur le rôle américain aux Nations unies lors de la création de l'État d'Israël. Aussi n'hésite-t-il pas de contredire certaines interprétations historiques sur le rôle des États-Unis et du président Truman dans ce cas particulier. Notons aussi les chapitres qui traitent de l'échec de créer l'Empire de Bao Dai, d'un État en Érythrée et la création du Mandchoukouo qu'il qualifie d'« État bâtarde », d'après l'imagerie utilisée dans son étude.

Cet ouvrage intéressera plus particulièrement les spécialistes que le lecteur moyen. L'auteur reconnaît qu'il ne nous offre pas une histoire complète de chaque pays étudié. Dans la mesure où ceci peut être un désavantage, c'est en même temps un avantage, puisque l'auteur peut examiner de plus près les aspects qu'il considère les plus saillants. Ceci nous permet aussi de mieux apprécier le rôle que jouèrent les États-Unis dans la décolonisation en Asie et en Afrique.

Stanislav KIRSCHBAUM

Science politique,
Collège Glendon, York University

LITT, Edgar et PARENTI, Michael, *Democracy's Ordeal in America: A Guide to Political Theory and Action*, The Dryden Press, Hinsdale, Illinois, 1973, 263p.

La thèse de ce livre est énoncée dans la préface par une citation, tirée de *The Sociological Imagination* de G. Wright MILLS : « Aujourd'hui les États-Unis sont surtout démocratiques dans la forme et dans la

rhétorique de l'attente. En substance et en pratique, ils sont très souvent non démocratiques... »

Democracy's Ordeal in America est divisé en quatre grandes parties : 1) le contexte politique et la dislocation structurale ; 2) le Léviathan : les buts, l'organisation, la rébellion ; 3) les politiques de reconstruction et de redistribution ; 4) l'ordalie de la démocratie en Amérique.

Dans la première partie, subdivisée en trois chapitres : l'un traitant de la démocratie distributive et des politiques américaines ; l'autre, du pouvoir et des privilèges ; le troisième, des croyances et privilèges politiques, Edgar Litt et Michael Parenti dénoncent la contradiction entre la justification conventionnelle de l'État américain par le pluralisme libéral et la réalité politique américaine où l'État lie de plus en plus ses intérêts à ceux des grosses corporations et où les groupes défavorisés n'ont plus la possibilité de se faire entendre. Les sciences humaines, aux États-Unis, sous le couvert d'une prétendue neutralité scientifique, ont évité toutes les questions normatives et ont fait le jeu du pouvoir établi en prenant leurs données auprès des administrations politiques où les groupes défavorisés sont complètement ignorés. La science américaine lie de plus en plus ses intérêts à l'ordre établi et lui sert de justification. L'appareil culturel renforce la croyance aux valeurs orthodoxes du système et consacre ainsi les privilèges de la classe dominante et la dépossession des classes défavorisées.

La deuxième partie traite, dans le quatrième chapitre, de l'État érigé en corporation, intégrant ainsi le pouvoir et la propriété. Les prétendues mesures de bien-être n'ont pas réussi à redistribuer le pouvoir, les revenus et les autres valeurs de la société parce que l'État a développé de nouvelles relations avec la grosse entreprise sur la base de besoins et d'accommodements mutuels. Ainsi, par le complexe militaro-technico-industriel, le gouvernement non seulement permet et facilite l'acquisition du

pouvoir privé mais en est la source. L'État corporatiste se trouve ainsi à fusionner et à allouer deux sortes de pouvoirs : celui de l'État et celui du système de la propriété industrielle privée. Le gouvernement finance la grosse entreprise à même les fonds publics, les profits restent privés et les déficits sont financés par l'État. En dernière analyse, les gérants de l'État corporatiste ne peuvent pas continuer à exploiter l'environnement pour le pouvoir et pour le profit et, en même temps, remédier aux injustices sociales qui en sont la conséquence ; seuls la répression politique et le contrôle social sur une grande échelle peuvent soutenir un tel État, quand ses politiques n'ont plus le soutien populaire. Le cinquième chapitre analyse la technopolitique, c'est-à-dire l'organisation des moyens politiques par la technique. Il montre comment la technique en arrive à décider des politiques, à contrôler totalement l'information publique, à pervertir la démocratie et à miner la stabilité politique. Le sixième chapitre est consacré à démontrer comment le complexe militaro-industriel prospère dans l'État corporatiste en drainant les ressources publiques, en se servant des attaches idéologiques des institutions politiques, du mythe de la technologie et de l'irresponsabilité des gouvernants. Le dernier chapitre de cette deuxième partie dénonce les conflits politiques engendrés par la technopolitique, la violence politique du système établi et le mythe entretenu de la protestation pacifique pour les masses politisées.

La troisième partie, comportant les chapitres huit, neuf et dix, expose le problème de l'inégalité et de la pauvreté, le problème des soins médicaux comme droit public, le problème de la qualité de l'éducation publique, et essaie de leur apporter des solutions. Enfin, la dernière partie de ce livre, en guise de conclusion, essaie de faire une synthèse entre les valeurs libérales et les pressions radicales afin de maximiser la démocratie distributive.

Litt et Parenti font une excellente analyse politique des États-Unis. Ils ont très bien

vu la contradiction entre la justification théorique que se donne le régime politique américain et la pratique politique au service des gros intérêts financiers. Cependant, bien que très virulents dans leur analyse du système politique américain, on peut reprocher aux deux auteurs leur timidité à remettre en cause dans leur conclusion les valeurs du libéralisme économique qui ont conduit et qui servent de justification à un tel système d'exploitation populaire. Ce livre est très intéressant, car l'analyse politique qui y est faite peut s'appliquer *mutatis mutandis* à la situation canadienne et québécoise à cause de leur situation de presque colonie économique des États-Unis.

Paul GAGNÉ

Département de philosophie,
Université du Québec à Trois-Rivières

NORDEN, Albert, *Le secret des guerres : genèse et techniques de l'agression*, Le Pavillon Roger Maria, éditeur, Paris, 1972, 376p.

Ce livre constitue un acte d'accusation d'inspiration marxiste porté contre les Américains, bêtes noires et protagonistes de l'agression et de la guerre durant le XX^e siècle. Il soutient par ailleurs que la paix règne en Europe parce que le socialisme est porteur de paix et de vie. L'ouvrage rassemble toute une série d'essais, l'un d'eux en particulier, intitulé « nature de l'impérialisme », est vraiment captivant. Son auteur étudie la montée et le déclin des États-Unis comme un phénomène historique au cours duquel des entreprises industrielles monopolisatrices ont exercé la domination et se sont enrichies grâce à des guerres comme celle du Viêt-nam. « Les États-Unis plus que tout autre pays impérialiste au monde, savent que la fusion des pouvoirs

qui régissent les grandes entreprises et l'armée caractérise le capitalisme moderne. » (À partir de cette analyse, Norden serait probablement d'accord pour affirmer que la présente récession qui sévit en Amérique du Nord et dans le monde occidental est attribuable en gros à la fin de la guerre du Viêt-nam et donc à la perte d'importants marchés de guerre pour l'industrie américaine.) À partir de son analyse, l'auteur conclut que la thèse de Lénine, exposée dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, est vraie dans l'ensemble et donc que tous ceux qui croient à l'intégrité de l'homme et au respect de ses droits doivent lutter pour faire disparaître ces « gendarmes du monde qui écrasent des nations entières ».

Dans un deuxième essai intitulé « L'opération Barberousse », Norden étudie l'hypothèse fascinante selon laquelle Hitler aurait été un instrument de l'impérialisme dirigé contre l'Union soviétique. L'auteur conclut que « les maîtres impérialistes de l'Allemagne occidentale » (ce livre était tout d'abord destiné à des lecteurs de l'Allemagne de l'Est) ont sacrifié des millions de soldats allemands sur les champs de bataille de l'Union soviétique pour servir les intérêts des impérialistes anglo-américains.

Les autres essais de cet ouvrage traitent des interventions américaines en Corée du Nord, du complot de 1956 contre l'Égypte, de l'incident de la baie des Cochons, de la guerre du Viêt-nam, et enfin des perspectives de paix ou de guerre en Europe centrale.

À bien des égards, ce livre est révolutionnaire et le fait qu'il est bien écrit et d'un enchaînement logique le rend encore plus séduisant. Bien qu'on soit porté à charger les États-Unis de beaucoup des maux du monde, nous ne pouvons pas encore trouver dans ce livre la confirmation des intuitions historiques de Lénine.

C. Lloyd BROWN-JOHN

Département de science politique,
Université de Windsor, Ont.